

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SEANCE EN DATE DU 26 FÉVRIER 2026

Présents : 61**Votants :** 73**Pouvoirs :** 12 (cf. liste annexe)**Secrétaire de séance :** Sylvie DEMATHIEU**Date de la convocation du Conseil de Communauté :** 19 février 2026**Lieu de convocation du Conseil de Communauté :** Salle Multi-activités d'Arlanc

Délibération n°11

FINANCES – EXERCICE 2026 – BUDGET ANNEXE DES « ACTIVITÉS COMMERCIALES » – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL

La communauté de communes Ambert Livradois Forez assure la compétence « développement économique et touristique », et notamment dans ce cadre l'exploitation en régie de deux réseaux de chaleur et de deux stations-services.

Ces services constituant des activités de service public industriel et commercial (SPIC), la création d'un budget annexe soumis à la nomenclature M4 a été obligatoire.

L'article L.2224-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que les « budgets des services publics à caractère industriel et commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses ». Leurs propres recettes doivent couvrir leurs propres dépenses.

Néanmoins, l'article L. 2224-2 1° du CGCT précise qu'il peut être dérogé au strict principe d'équilibre « lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ».

Malgré la progression de l'activité des stations-services au niveau de la capacité de financement, et compte-tenu du déficit des deux réseaux de chaleur, une subvention exceptionnelle du budget principal demeure nécessaire. En revanche, comme détaillé dans le budget primitif du budget annexe *Activités commerciales*, elle est en net recul par rapport à 2025, en se situant à 50 000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur ;

Vu la délibération n°7 du présent conseil communautaire approuvant le budget primitif pour 2026 ;

Considérant la nécessité de maintenir l'équilibre du budget annexe,

Après avis de la commission « Finances » du 11 février 2026 ;



Après avoir écouté cet exposé et délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité décide :

- d'autoriser le versement d'une subvention du budget principal au budget annexe des activités commerciales, pour un montant de 50 000 € au titre de l'exercice 2026,
- de préciser que les crédits nécessaires ont été ouverts au budget primitif pour 2026,
- de charger M. le Président de toutes les formalités utiles quant à l'exécution de la présente délibération.

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions de l'article L.2131-1 du CGCT et de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage, ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat.

Publiée le 11 mars 2026



Pour extrait conforme,
le Président,
Daniel FORESTIER